



GOVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité

Ce qu'il faut retenir du 6^e rapport d'évaluation du GIEC

Le rapport de synthèse du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est publié le 20 mars 2023, à l'issue d'une session d'approbation qui s'est tenue du 13 au 17 mars en Suisse avec les représentants des 195 pays membres du GIEC. Ce document synthétise les rapports des trois groupes de travail sur les éléments physiques du climat, l'adaptation et l'atténuation.

6^e cycle

Créé en 1988, le GIEC organise ses travaux selon des cycles. Ouvert en octobre 2015, le 6^e cycle a déjà été marqué par la publication de trois rapports spéciaux et d'un guide méthodologique :

- Rapport spécial sur le réchauffement global de 1.5°C en 2018 ;
- Rapport spécial sur les terres en 2019 ;
- Rapport spécial sur les océans et la cryosphère en 2019 ;
- Guide méthodologique sur la comptabilisation des gaz à effet de serre (GES) en 2019.

Le 6^e cycle se conclut par la publication du **rapport d'évaluation, AR6, composé de 3 volumes** (rapports des trois groupes de travail publiés) **et d'un rapport de synthèse :**

- Volume 1, les éléments physiques du climat, en août 2021 ;
- Volume 2, impacts, adaptation et vulnérabilité, en février 2022 ;
- Volume 3, atténuation, en avril 2022 ;
- Rapport de synthèse, en mars 2023.

L'AR6 SERA LA BASE SCIENTIFIQUE PRINCIPALE POUR LE PREMIER BILAN MONDIAL DE L'ACCORD DE PARIS, QUI AURA LIEU LORS DE LA COP28 À DUBAÏ, AUX ÉMIRATS ARABES UNIS À LA FIN DE L'ANNÉE 2023.

Constat

LA HAUSSE DE LA TEMPÉRATURE GLOBALE S'EST ENCORE ACCENTUÉE

Le réchauffement du climat mondial dû aux activités humaines est un fait établi, faisant de la décennie 2011-2020 la plus chaude depuis environ 125 000 ans.

En 2019, la concentration de CO₂ dans l'atmosphère a atteint 410 ppm en moyenne, un taux qui n'avait pas été atteint depuis 2 millions d'années.

Les scénarios socio-économiques montrent que le niveau de réchauffement global de 1.5°C par rapport à l'ère pré-industrielle sera atteint dès le début des années 2030, et ce quels que soient les efforts de réduction immédiate des émissions mondiales de CO₂.

LA VULNÉRABILITÉ DES ÉCOSYSTÈMES ET DES POPULATIONS S'ACCROÎT

Le changement climatique a déjà impacté l'accès à l'eau et à l'alimentation (réduction de la croissance de la productivité agricole sur les 50 dernières années), la santé (augmentation des maladies vectorielles transmises par les moustiques, hausse de la mortalité liée aux vagues de chaleur) et l'activité économique. Il a déjà contribué à des crises humanitaires, en particulier en Asie.

Les effets du changement climatique sont amplifiés dans les villes qui concentrent plus de la moitié de la population mondiale.

3,3 milliards de personnes vivent dans des zones qui sont déjà vulnérables au changement climatique.

La vulnérabilité des écosystèmes et des populations diffère substantiellement selon les régions. L'Amérique centrale et du Sud, l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud, les petites îles en développement et l'Arctique sont très vulnérables aux dangers climatiques.

Entre 2010 et 2020, la mortalité due aux inondations, aux sécheresses et aux tempêtes a été 15 fois supérieure dans les pays très vulnérables par rapport aux pays peu vulnérables.

LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE CONTINUENT D'AUGMENTER

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont continué à augmenter fortement au cours de la dernière décennie avec en moyenne 56 GtCO_{2eq} par an, mais deux fois moins vite que lors de la décennie précédente.

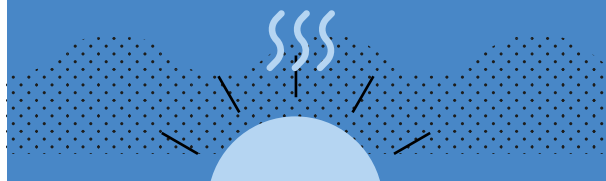
La poursuite des émissions est principalement due au fait que l'amélioration de l'efficacité énergétique n'a pas compensé l'augmentation globale de l'activité dans de nombreux secteurs économiques, les énergies fossiles et l'industrie restant les principales sources d'émissions.

35 à 45% des émissions sont liées à la consommation des 10% de foyers aux plus hauts revenus. La part des émissions attribuées aux zones urbaines augmente, avec 70% en 2020.


Le respect de l'objectif de limiter le réchauffement global à 1.5°C nécessite un pic des émissions de CO₂ en 2025 au plus tard puis une décroissance jusqu'à atteindre la neutralité carbone en 2050. Après 2050, il implique des émissions négatives pour compenser les émissions de CO₂ difficiles à abattre dans certains secteurs tels que l'aviation.

Il faut également une réduction considérable des émissions des autres gaz à effet de serre, en particulier du méthane.

LES POLITIQUES EN PLACE FIN 2020
CONDUIRAIENT À UN RÉCHAUFFEMENT
GLOBAL DE 2.4 À 3.5°C D'ICI
LA FIN DU SIÈCLE PAR RAPPORT À
L'ÈRE PRÉ-INDUSTRIELLE, AVEC UNE
VALEUR MÉDIANE DE 3.2°C.



Réponses



POUR LA PREMIÈRE FOIS,
LE GIEC DÉTAILLE LES ASPECTS
RÉGIONAUX DU CHANGEMENT
CLIMATIQUE EN S'APPUYANT SUR
UN ATLAS INTERACTIF.

LES IMPACTS VONT S'INTENSIFIER

Les impacts du changement climatique vont s'accroître au fur et à mesure du réchauffement mondial. Cela concerne : les extrêmes de températures, l'intensité des précipitations, la sévérité des sécheresses, l'augmentation en fréquence et intensité des événements climatiques rares, l'accélération de la fonte du permafrost, de la glace de mer en Arctique, des glaciers de montagne et des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique.

Les mécanismes naturels d'absorption du carbone seront de moins en moins efficaces.

Certaines conséquences du changement climatique, comme la montée du niveau de la mer ou encore la fonte des calottes glaciaires, seront irréversibles pendant des siècles, voire des millénaires.

Les risques seront de plus en plus complexes, combinés, en cascade et difficiles à gérer. Ils vont aussi s'aggraver avec l'augmentation du réchauffement dans toutes les régions du monde, mais surtout dans les plus exposées et vulnérables.

Le rapport du GIEC identifie des seuils de réchauffement provoquant des impacts irréversibles sur la perte de la biodiversité.


Certaines limites d'adaptation ont déjà été atteintes, d'autres seront inévitablement atteintes à l'échelle de l'existence humaine.

L'ADAPTATION

Le nombre de mesures d'adaptation a considérablement augmenté depuis 2014, mais de façon inégale et fortement focalisées sur l'eau. De plus, ces actions demeurent difficilement évaluables par manque d'indicateurs et de reporting.

Il existe de nombreuses options d'adaptation qui peuvent réduire les risques pour les populations et les écosystèmes : systèmes d'alerte précoce, amélioration de l'irrigation, agroécologie, solutions fondées sur la nature...

La finance climat internationale dédiée à l'adaptation (entre 4 et 30%, selon les sources) a progressé, mais elle reste insuffisante et contraint les efforts d'adaptation.



RETARDER LES ACTIONS
ET POLITIQUES D'ADAPTATION
COMPROMET LEUR EFFICACITÉ,
DIMINUE LEUR POTENTIEL ET
EN AUGMENTE LE COÛT.

UN DÉVELOPPEMENT RÉSILIENT

Un développement durable pour tous est possible à condition de mettre en œuvre, de manière intégrée, des politiques d'adaptation au changement climatique, des politiques de protection de la biodiversité et des écosystèmes et des politiques de réduction rapide des émissions de gaz à effet de serre. C'est ce que le GIEC appelle le « développement résilient au changement climatique ».

Réponses

UNE TRANSFORMATION SYSTÉMIQUE

L'atteinte du zéro émission nette de CO₂ à l'échelle mondiale en 2050 ne peut reposer que sur une large palette sectorielle : bâtiments, transports, énergie, industrie, préservation des systèmes naturels existants. L'électrification des usages joue un rôle essentiel, à condition de produire de l'électricité bas-carbone. La baisse de la demande en énergie et en matériaux est essentielle pour réduire les émissions. Il est possible de réduire les besoins de 45 % d'ici 2050 par l'efficacité énergétique.

La sortie des subventions aux énergies fossiles permettrait d'atteindre 10% des réductions d'émissions nécessaires d'ici 2030.

Le secteur de l'agriculture, la forêt et l'usage des terres représentent un potentiel important de réduction des émissions, avec des bénéfices potentiels pour la biodiversité.

Plus la réduction des émissions sera tardive, plus les effets négatifs seront importants, à cause du recours massif aux émissions négatives nécessaire pour atteindre le zéro émission nette, et des impacts climatiques dus au dépassement temporaire des 1.5°C (« l'overshoot »), qui réduiront l'efficacité des actions.

PRISE EN COMPTE DES LIENS ENTRE ATTÉNUATION, ADAPTATION ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

De très nombreuses synergies existent entre l'atténuation, l'adaptation et les Objectifs de développement durable (ODD), si la société s'engage dans des scénarios de développement durable.

S'engager dans des scénarios de développement durable nécessite de lever de nombreuses barrières et de mettre en place des incitations, notamment à travers la finance climat, des politiques publiques, le transfert de technologie et la coopération internationale.

Les bénéfices de l'action précoce sont plus importants que les coûts macro-économiques de la transition.

Le niveau actuel de la finance climat n'est pas à la hauteur des besoins pour s'engager dans des scénarios de développement durable.

Les flux financiers privés et publics non alignés avec l'Accord de Paris restent majoritaires, avec 870 milliards de dollars identifiés en 2020 en soutien aux énergies fossiles, soit largement plus que la finance dédiée au climat.

EN SAVOIR + SUR L'ACTION CLIMATIQUE DE LA FRANCE

La stratégie énergétique française repose sur quatre piliers : la sobriété énergétique, l'efficacité énergétique, l'accélération du développement des énergies renouvelables (EnR) et la relance de la filière nucléaire française. Elle comprend différents outils :

- Sobriété énergétique : un plan pour réduire notre consommation d'énergie
- Loi relative à l'accélération des énergies renouvelables
- Projet de loi sur l'accélération du nucléaire
- Loi climat et résilience : l'écologie dans nos vies
- 2^e Plan national d'adaptation au changement climatique – PNACC 2
- Stratégie nationale bas-carbone
- Programmation pluriannuelle de l'énergie
- Concertation nationale sur le mix énergétique « Notre avenir énergétique se décide maintenant »
- Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (Onerc), point focal national GIEC
- Centre de ressources pour l'adaptation au changement climatique



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*